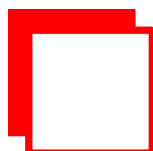


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 190 - 1,50 € Décembre 2007



Pour l'Emancipation Sociale!

Les casseurs de vie récoltent la révolte

Villiers-le-Bel -25 nov- Moushin et Larami -15 et 16 ans- meurent, moto contre voiture de police. Dans cette ville populaire, comme en 2005, la braise de la révolte couvant sous la cendre des humiliations s'enflamme. En plus violent, les mêmes causes engendrent les mêmes effets : sitôt l'accident, on accuse les victimes : pas de casques. Que les blessés n'aient pas été secourus en même temps que les flics, peu importe ! Que la moto ait été traînée sur plus de 20 m, aucune importance puisque la version officielle assène que les policiers roulaient à 40 km/h! Mais, à ces demi-vérités tendancieuses, il faut encore ajouter un mensonge officiel : des jeunes auraient matraqué à coups de barres de fer la voiture de police...

Emotion populaire, premiers affrontements et c'est le siège : plus de 1 000 policiers investissent les quartiers survolés par des hélicos aux puissants projecteurs. S'instaure une véritable guérilla : aux grenades lacrymo, matraques et flash balls répondent pierres, barres, incendies et, pour la première fois, fusils à plomb et à grenaille. Les anciens descendent des immeubles et, lorsque les Robocops approchent des immeubles, c'est le caillassage. Les journalistes sont pris à partie, identifiés comme supplétifs du pouvoir. Sarko répond «aux voyous déstructurés prêts à tout» en promettant la réclusion à perpétuité. Au petit matin, les flics appellent, par tracts, à la délation. Guerre civile psychologique.

Le dernier service public dans les banlieues : le Père Noël

A Villiers, le taux de chômage est de 19 %, 30 à 40 % dans les quartiers, ni ANPE, ni CAF, pas même un lycée. La casse des services publics est, ici, déjà accomplie. Le cynisme de Sarko « colorant » le sommet de l'Etat, son «travailler plus pour gagner plus», sa «tolérance zéro pour la glandouille», ici, sont insupportables. Le pouvoir le sait. Ne lui reste qu'à dresser les moins pauvres qui risquent de perdre leur vie à la gagner contre ceux qui n'ont plus rien à perdre. Arrogance et brutalité ne résoudront pas la paupérisation des familles, la ghettoïsation de la misère. Doute et inquiétude rongent l'oligarchie régnante : et si les couches populaires surmontaient leurs propres divisions face à la baisse du pouvoir d'achat, l'allongement de la durée de travail et du chômage ? La guerre entre les « bons » Français et la « racaille » pourrait tourner court. Déjà Sarko s'en inquiétait lors des manifs anti CPE « S'il y avait connexion entre les étudiants et les banlieues, tout serait possible y compris une explosion généralisée et une fin de quinquennat épouvantable ». Après les Présidentielles, le Figaro s'épouvantait : «La même rage anti Sarko a réuni dans de brèves manifestations, des militants radicaux, des jeunes étudiants et des jeunes de banlieues». Nous reviendrons dans notre prochain numéro sur la signification et les limites de ces révoltes.



Naufrage écologique et social planétaire

La Planète va mal. Le capitalisme, l'impérialisme - essentiellement nord-américain - la mondialisation libérale, la malmènent sérieusement. Il n'y a pas que l'humanité qui en souffre. Les dégâts perpétrés par une minorité prétendant n'avoir de compte à rendre à personne mettent aussi gravement en danger les écosystèmes, facteur d'équilibre environnemental. Depuis pas mal d'années déjà la sonnette d'alarme est tirée: il faut arrêter l'emballement du processus, voire faire machine arrière, et vite...sinon on court droit à la catastrophe planétaire : effet de serre, réchauffement climatique, montée des eaux, destruction des espèces animales et végétales, disparition des forêts, peuples entiers en péril, pollutions... Le diagnostic est connu, de plus en plus reconnu. Nombre de solutions sont avancées. Reste à les appliquer. Mais...la volonté des décideurs manque. Or ces décideurs sont également les promoteurs d'un modèle productiviste mortifère : toujours plus de croissance, de profits et, conséquemment, d'exploitation.

C'est d'une certaine manière contre cette effarante réalité qui semble privilégier à terme la destruction plutôt que la sauvegarde de l'existant que s'élève Alain-Claude GALTIER dans un essai - une réflexion libre comme il dit - résultat d'un long travail au titre particulièrement éclairant : *"Naufrage écologique et social, planétaire... La vie à reconstruire"*

L'auteur a contribué à l'essor de l'écologisme dans les années soixante, tentant de stimuler une "écologisation de la politique". Cette initiative fut récupérée par les stratégies politiciennes des réseaux de la domination qui s'en servirent contre le mouvement social et la réadaptation de la civilisation à l'économie de la nature. Par la suite il s'opposa à la dérive électoraliste des mouvements alternatifs des années soixante et soixante-dix, lesquels préfiguraient pourtant l'évolution qu'il est plus que jamais nécessaire de réaliser. Il plaide depuis pour une civilisation inspirée de l'ouverture sur une nature débarrassée de toute forme de domination; c'est-à-dire conviviale.

On peut prendre contact avec Alain-Claude GALTIER, 12 passage du Désir, 75010 PARIS Tél. 01 42 46 20 33.

L'extrait qui suit est tiré du début du chapitre 7, intitulé *"La révolution renversée et la colonisation intérieure"*. Il offre un moyen de prendre du recul et de comprendre comment, durant ces derniers siècles, les dominants ont pu réussir à mystifier le peuple. C'est involontaire de notre part, mais les deux textes qui suivent dans ce numéro d'ACC (sur le Grenelle de l'environnement et sur les récents mouvements sociaux) illustrent concrètement l'efficacité redoutable des pièges idéologiques tendus par la bourgeoisie.

La révolution renversée et la colonisation intérieure

"Les exploités se sont toujours considérés comme l'avant-garde des exploités", Anton Ciliga, "Lénine et la révolution".

La Révolution Française a été portée au pinacle de la mythologie de la liberté. Elle a servi de référent révolutionnaire universel. Mais, résultat d'une propagande intense, c'est essentiellement la version de la bourgeoisie et d'une jeune frange de l'aristocratie qui nous est servie. Celle qui conforte les structures dominantes héritées de cette époque, cela va de soi. L'analyse critique des événements et l'histoire des falsifications qui ont détourné le mouvement est plus difficile à découvrir. Il en va de même pour les Lumières dont seules sont valorisées les doctrines utiles à la domination, telles l'individualisme et la propriété privée. Car *"la Révolution"* n'était pas une et indivisible. Elle était multiple et traversée de mouvements radicalement opposés. Ce faisant, des croyances et des représentations institutionnelles contradictoires avec les intérêts du peuple, ses motivations et la compréhension de l'économie des sociétés et de la nature ont contaminé la plupart des mouvements sociaux de par le monde. Que s'est-il passé réelle-

ment et à quels projets a servi l'utilisation de l'image enluminée de cette période historique ?

Pour les nouveaux appétits de domination voulant assurer leur suprématie et développer les moyens de l'exploitation, la difficulté principale était de faire croire à une libération pour pouvoir utiliser l'énergie de la révolte, mais en veillant soigneusement à ne pas ouvrir trop grande la boîte de Pandore. Comment ? Mais en substituant d'autres carcans aux carcans culturels anciens, tout en en les agrémentant de mesures de spoliation beaucoup plus habiles que les précédentes.

En place de la révolution sociale en laquelle croyait la plus grande partie du peuple et pour laquelle il mobilisait ses forces, s'installait un nouvel ordre inique plus redoutable que les précédents. Plutôt que de se limiter à la seule répression toujours dispendieuse et nuisible aux affaires, l'ordre marchand et financier a cherché à prévenir les contestations et les soulèvements. C'est alors qu'a vraiment com-



mencé le développement des stratégies visant à handicaper la communauté majoritaire des gens aspirants à vivre en bonne intelligence pour mieux les détourner de leur objectif. Illusion, distraction et déstructuration généralisées en sont les principaux moyens. Edifier des hiérarchies, prétendre défendre le bien commun quand on travaille à sa perte et, dans le même temps, pénétrer les foyers de résistance pour mieux les tromper et les détourner, dissoudre les interrelations, dissocier les solidarités, substituer des imposteurs aux acteurs du mouvement social, démanteler tout ce qui tient ensemble et participe à la totalité, défaire jusqu'à la culture et à l'idée critique, détruire les institutions communautaires, etc., c'est casser tous les ressorts de l'autonomie économique et politique. C'est donc désamorcer le retour de la révolte en affaiblissant les personnes et les populations; très précisément, en cassant leur capacité d'organisation. Mais, en plus, c'est aussi préparer "l'ouverture des marchés" par l'effondrement des productions locales; autrement dit : par la création de pénuries et de nouveaux besoins impossibles à satisfaire sans recourir aux réseaux industriels, marchands et financiers des nouveaux dominants. Cette stratégie de colonisation sera systématisée à tous les niveaux. Elle est plus à l'œuvre que jamais avec la privatisation des services publics et la "mondialisation" de l'impérialisme sur les hommes et la nature.

Il y eut encore beaucoup de massacres perpétrés pour vaincre le soulèvement des campagnes que la démagogie des nouveaux maîtres ne trompaient pas. Ces massacres ont été en tous points comparables à ceux perpétrés par l'Ancien Régime quand il s'agissait de réprimer implacablement les "émotions populaires". En dépit des bains de sang répétés dans presque toutes les provinces, les révolutionnaires des villes eurent du mal à prendre conscience du détournement du mouvement, sans doute parce que les attaques contre l'institution communautaire étaient soutenues par l'instrumentalisation des aspirations à plus de liberté et de démocratie. D'autant plus de mal que c'est sous le couvert de ces dernières qu'étaient promues les doctrines justificatrices de toutes les dissociations : mécanisme, progrès par la domination de la nature, individualisme, liberté libérale (pas pour tous !) (24). Mais l'un des grands outils de la déstructuration était et demeure la propriété privée qui, réussite suprême de la manipulation des consciences, fut introduite dans une "déclaration des droits de l'Homme" dont il est fait grand cas depuis... Naturellement. Il est vrai que cet *Homme* au singulier n'a que très peu à voir avec les hommes car il s'agit bien plutôt des

droits de l'individu impérialiste et colonialiste. Très exactement, c'est le substrat de destructions sans lequel ne peut s'épanouir la privatisation qui fut le moteur du bouleversement poursuivi aujourd'hui par le capitalisme libéral et sa *mondialisation*. Evoquant les destructions de la spoliation depuis le Moyen-Age, Gaston Roupnel écrit : "Ces nouvelles ruines, la moderne notion de propriété en est responsable. Avant que le droit romain fut venu donner irruption à ses abstractions, nul ne se préoccupait d'asseoir sur la

ARTICLE 17 : toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété.

... avec du gazon et une bourette !



terre un droit complet d'appropriation. Les tenanciers ont trouvé suffisamment attaché à eux ce sol qui leur tenait par des liens qu'eux-mêmes ni personne ne pouvait rompre. Le sol et les êtres sont ici une association dont le lien puissant s'est forgé en des temps sans histoire".

La sape de l'économie communautaire, à l'ancienne, ou façon *développement*, c'est à dire : par les armes, par les drogues ou par le *marché* (un *marché* déloyal avec des partenaires situés à des potentiels très différents), permet d'amorcer la spirale des inégalités et de la spoliation. Le vol des biens communs détruit la capacité d'agir et de contrôler, d'autogérer. Il transfère et concentre le pouvoir de tous et de chacun entre les mains d'une minorité et fait craquer la communauté. Conséquences de la propriété privée et de l'individualisation, le rétrécissement de la notion d'intérêt et la perte de la vision relativiste des interrelations entre la personne, les autres et l'ensemble vivant, dressent les hommes les uns contre les autres. C'est ainsi qu'est développé "le pouvoir" et les intérêts distincts du bien commun.

Cet engrenage s'accompagne d'un fait souvent dissimulé : la négation des droits collectifs protecteurs des personnes comme des écosystèmes et leur mise hors la loi. Dans le système judiciaire français, cela se traduit par la quasi impossibilité de l'action collective des victimes. Cette négation des droits collectifs est une marque distinctive de tous les colonialismes. Comme les révolutionnaires d'hier, les peuples autochtones qui luttent pour ces droits contre l'opposition systématique des impérialistes français, britanniques et étasuniens dans le cadre de l'ONU savent combien cet effort est toujours d'actualité.

Pour les populations guidées par ce qu'elles nommaient "le droit naturel", la communauté était "le grand principe de la république", ainsi que l'a formulé le révolutionnaire Grenus. Or, en juin 1793, en réponse à la pression continue des campagnes, la Convention vota bien la restitution des terres enlevées aux communes depuis deux siècles, mais elle autorisa du même coup le partage entre les habitants. Un acte décisif dans la réification de la terre, des êtres et de la nature. Dans la même logique de développement de l'appropriation privée imposée dès la Constituante avec la vente de ces "biens nationaux" qui n'étaient autres que des communaux détournés, la Convention décida de la mort de l'économie communautaire. Inspirée par les physiocrates, précurseurs des utilitaristes et de nos technocrates, et de façon générale par les intérêts de la bourgeoisie monopolisant les assemblées élues, l'incitation au partage des communaux était une manière habile de permettre le glissement des biens entre les mains des plus riches. Cela allait faire perdre tout espoir de récupérer l'essentiel de ce que la noblesse et le clergé avaient confisqué. La privatisation du bien commun – le capitalisme – s'en trouvait renforcée comme jamais, créant une rupture immense entre les intérêts des uns et des autres, et entre les populations et leurs écosystèmes (25). "Une révolution doit viser le bonheur de tous, autrement elle sera nécessairement étouffée par ceux mêmes qu'elle aura enrichis aux dépens de la nation. Chaque fois qu'une révolution fait un déplacement de fortunes, elle ne devrait pas le faire en faveur des INDIVIDUS, mais toujours en faveur de COMMUNAUTES. Or, c'est précisément par où pécha la Grande Révolution (...)" Pierre Kropotkine, La Grande Révolution, chapitre LXVIII.

Un autre coup mortel venait d'être porté contre la révolution sociale, celle qui aspirait à une civilisation des communaux. Sitôt décembre 1789, l'Assemblée Constituante s'était empressée d'interdire l'Assemblée Communale, fondement de la démocratie, avec une loi

créant la municipalité élue assujettie à l'Etat, dessaisissant définitivement les populations de leur pouvoir politique au profit des catégories les plus aisés et d'institutions incontrôlables. A peine proclamée à grand bruit, la démocratie était détournée et vidée de tout contenu par le capitalisme en plein essor, et sa forme dégénérée à l'usage exclusif de la nouvelle caste dominante piétinait les fondements de la seule démocratie qui vaille, celle qui réalise la meilleure régulation de toutes les actions : la démocratie directe. Car, contrairement à la mythologie officielle, ce n'est pas en créant là où il n'y avait qu'absolutisme et résignation, mais en supprimant ce qui subsistait des biens construits en commun et, pour chacun, la possibilité de participer ne serait-ce qu'un peu à l'organisation générale qu'a été imposée la médiation du système "représentatif" et de ses institutions dominées par les nantis, les affairistes, les revanchards et les mégalo-manes. On voit là l'habileté des nouveaux prédateurs. Avec la réduction administrative du nombre des communes (poursuivie aujourd'hui avec les regroupements qui éloignent davantage de l'habitant le lieu de la décision), ces mesures brisaient du même coup la proximité entre la société et la nature et les deux axes interdépendants réalisant l'autonomie des habitants : la maîtrise économique et la maîtrise politique locales. Cela allait provoquer les plus perfides changements : la substitution de la municipalité à la commune, le développement de l'Etat, de sa bureaucratie, de ses simulacres démocratiques et de sa répression pour anéantir le libre-arbitre et la souveraineté du peuple. Cette camisole de mensonges et de force transforme les habitants créateurs de leurs conditions de vie - de "l'art d'habiter", comme dit Ivan Illich - en citoyens infantilisés, passifs et assujettis. Là était le grand enjeu. Il s'agissait d'effacer définitivement les restes de l'organisation autogérée spontanément accordée à l'économie de la nature, de les effacer sous un système politique tentaculaire piloté par les seuls accapareurs : l'Etat, outil de la colonisation intérieure. S'affirmait comme jamais le triomphe de la stratégie de capitalisation du pouvoir par la constitution des hiérarchies gigognes où se perdent en même temps l'amour-propre, l'autonomie critique et la compréhension de l'économie des sociétés et de la nature, où se dissolvent les sympathies naturelles, le sens du bien commun et l'instinct de conservation, pour faire enfler l'égoïsme, l'idée libérale de la lutte contre tous les autres et le fantasme de puissance. A terme le peuple ne devait plus comprendre, ne plus agir, ne plus rien contrôler. Ce système réussit le prodige de métamorphoser une multitude de braves gens détenteurs de qualités complémentaires et, ensemble, de po-

tentiels infinis, en masse subjuguée par les discours les plus simplistes et les projets les plus dangereux. C'est l'origine même du totalitarisme. Le début de la fin de la vie.

Nous vivons sous le régime de cette mystification première. Le discours des dominants l'exprime en permanence. Tous sur le même plan ? Ils sont tous dominants. Les nuances sont si ténues que des économistes impérialistes, qui font mine de n'être pas informés de la pantomime, colloquent doctement pour essayer de distinguer *la droite de la gauche*, tant l'une comme l'autre servent fidèlement leur idéologie. Quand le peuple est chanceux, les plus à gauche lui proposent la *démocratie participative*... Il faut bien réfléchir à ce que signifie cette "participation" à la démocratie - le régime où la communauté est censée décider - quoique, dès ses origines grecques, le peuple n'était composé que de dominants ! Mais, en se réclamant de l'idée étendue de *démocratie*, il s'agirait, donc, de *participer* à ce qui est sien... Ce qui dit clairement qu'il y a toujours et d'abord dépossession. Que ceux qui douteraient encore qu'il s'agit d'une illusion de plus prêtent attention au mot tombant des lèvres révoltées de ces généreux démocrates, quand on décortique leurs manœuvres et leur prétendue légitimité : *populisme*. Le peuple leur a inspiré un gros mot, presque une insulte ! D'ailleurs *populaire* aussi est manié avec dédain.



Car, pour les prédateurs si pleins de certitude de leur bon droit, un *droit naturel* s'entend, les autres, les gens, le peuple... ne sont pas majeurs, pas informés, pas capables de comprendre le monde, ni de prévoir (l'une des implications de *populisme*), un comble quand ceux qui manient le mot appartiennent à un

système ne voyant pas plus loin que le bout de ses profits ! Elus ayant oublié qu'ils ne sont que délégués, technocrates, éminents spécialistes d'un seul savoir mais éclairés sur tout, spéculateurs camouflés en experts de l'intérêt général... Tous aiment à se présenter comme éducateurs sachant mieux que le peuple, mieux que tous ce qui est bon pour la planète, et ils ne se privent pas de l'expliquer doctement. "Elites" se disent-ils. Et rien ne saurait remettre en cause leur autorité, pas même le naufrage des sociétés et de la biosphère résultant de leur conduite des affaires. Il est amusant d'écouter les mêmes, souvent dans le même discours, prétendre à "la souveraineté" des électeurs. Résumons la langue de bois : le peuple ne conquiert majorité, liberté et respectabilité qu'à partir du moment où il se reconnaît incompétent et irresponsable, abdique toute autonomie et s'abandonne aux mains des destructeurs de sociétés et d'écosystèmes qui avancent sous couvert de la machine d'Etat, de l'Europe, de l'ordre international. Car il est une chose dont la grande majorité des électeurs peut être sûre, c'est qu'elle cautionne aveuglément les réseaux du détournement du bien commun et de la destruction du vivant.

Alain-Claude Galtié

(24) Le concept de liberté, sans autre forme de précision sans relativisation aux autres et à l'ensemble vivant, est devenu un grand succès de la manipulation. En jouant sur la confusion savamment entretenue entre s'émanciper de la domination et s'affranchir de la relation aux autres (déformée en contrainte), entre libération et libéralisation, la liberté est très utilisée pour détourner les motivations, retourner le mouvement social et renforcer l'exploitation. Elle a beaucoup servi à utiliser la force de l'élan libertaire des années soixante et soixante-dix pour développer l'ultralibéralisme.

(voir "La liberté menacée" par A.C.G. paru dans les mensuels: Courant Alternatif, n° 111, été 2001, et "Silence" n° 272-273-274, juillet-août et sept. 2001.

(25) Les positions des physiocrates, sorte de productivistes libéraux avant la lettre, souvent grands propriétaires terriens, seront plus tard reprises par la plupart des "progressistes de gauche" qui compteront parmi les pires adversaires de l'économie des communaux et de l'idée même de communauté, ce qui éclaire bien des choses, jusqu'à aujourd'hui, en particulier le succès de la dérive capitaliste et l'hostilité militante des partis communistes et sociaux-démocrates vis à vis du mouvement écologique.

L'esbroufe du Grenelle

Cinéma, cirque, récupération... Voilà quelques uns des qualificatifs parfaitement attribuables au Grenelle de l'Environnement mis en scène par le meilleur soutien des pollueurs hexagonaux : Sarkozy.

Quatre mois de préparation: débats "démocratiques" entre patronat, syndicats, écologistes, représentants des pouvoirs publics et autres collectivités locales, avant le feu d'artifice des 24 et 25 octobre entérinant dans une vingtaine de propositions les recettes aptes à assurer la survie de la planète. Ouf ! il était temps. Depuis que notre mode de vie centré sur une boulimie provoquée de consommation - en fait la sacro-sainte croissance - a commencé à faire prendre conscience, même modestement, des ravages environnementaux qu'il générerait, on a vu des hélico-écologues à la Hulot, des dakaro-écologues à la Yann Arthus-Bertrand monter au créneau. Naquit ainsi le Pacte écologique pendant la campagne des Présidentielles que le premier a soumis aux divers candidats. Ainsi émergea la mise en place du Grenelle de l'Environnement. Les media, notamment les télévisions, n'avaient plus qu'à s'en emparer et faire porter l'emphase écologique à son paroxysme. Enfin, voilà des débats qui débouchaient sur du concret, enfin on devenait sérieux.

Des propositions cache-sexe

Voyons d'abord quelques unes des grandes résolutions de ce Grenelle que les media se sont empressés de présenter comme consensuel, tout en omettant de dire que nombre d'associations, de groupes, de chercheurs non invités se situaient sur le terrain du dissensus.

- Les investissements pour l'extension du réseau autoroutier ne seront plus significativement augmentés. Sauf, s'est empressé d'ajouter l'échevelé Boorlo "en cas de contournement d'une agglomération, en cas d'intérêt local". Le passe-droit a été parfaitement saisi par l'exécutif de la région Aquitaine qui a donné le feu vert à la construction de l'autoroute A 65 Pau-Langon s'intégrant dans le grand axe Bordeaux-Saragosse. Sans doute pour permettre aux crevettes pêchées au Danemark d'arriver plus vite au Maroc pour y être décortiquées à moindre coût et faire demi-tour pour se retrouver sur les étals des marchés européens...

- Pas de nouveaux sites nucléaires a dit Sarko. Quelle farce! Tous les projets en cours: EPR, ITER, GB2 (= enrichissement de l'uranium), se font sur des sites déjà exploités: Flamanville, Cadarache, Pierrelatte. Et il y en a bien d'autres tout aussi exploitables comme celui du laboratoire de Bure qui va se transformer en poubelle nucléaire.

- Un gel a été annoncé sur les OGM... pour la période hivernale. Et le

moratoire exigé par les adeptes de l'agriculture bio ? A la place une loi promise par Boorlo qui ne sera qu'un piège puisqu'elle ne pose pas la question de la dangerosité des OGM et laisse la liberté d'en faire ou non. D'ailleurs Sarko s'est empressé de préciser que la suspension hivernale "ne signifie pas que nous devons condamner tous les OGM, et notamment les OGM d'avenir". Monsanto, Novartis et autres Syngenta n'ont pas de souci à se faire: leur avenir, est en effet bien assuré !

- Les pesticides voient leur volume divisé par deux. Mais la date butoir de dix ans avancée pour atteindre cet objectif, sous la pression de la FNSEA, a tout bonnement disparu.

- Quid de la suspension des incinérateurs fortement décriés? Oui, mais... sauf si on ne peut pas faire autrement qu'en construire ! Les disséminations de dioxine ont encore de beaux jours devant elles pour empoisonner l'environnement de ces usines à brûler.

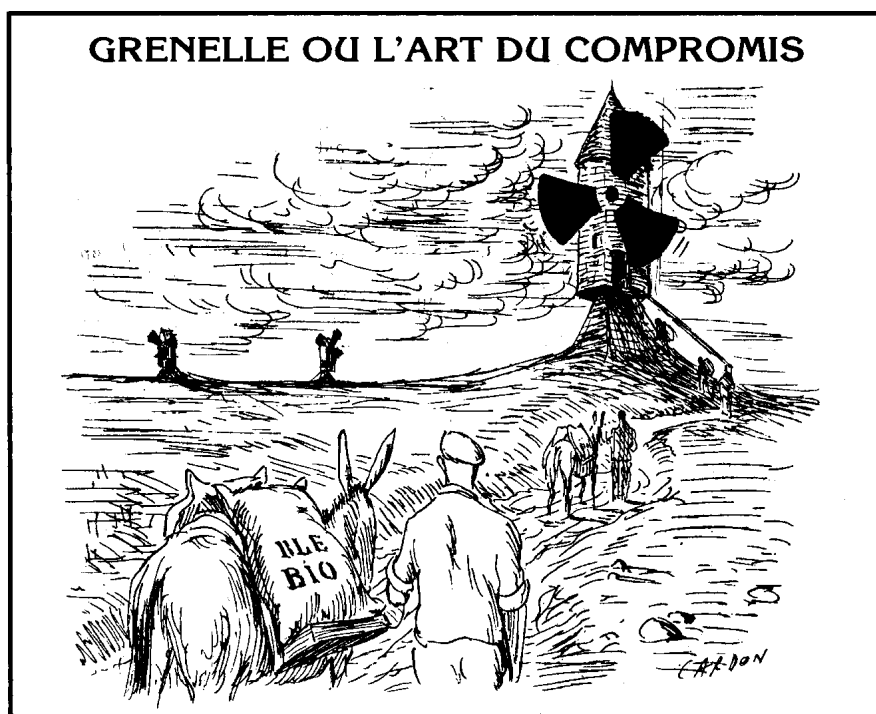
- L'alimentation à l'école sera bio. Mais comme la réglementation européenne impose la bio-industrie, la véritable agriculture bio, de proximité, se voit exclue des assiettes de nos "chères têtes blondes". Encore un marché de dupes.

- La publicité sera "moralisée". Ce terme sonne manifestement faux. La circulaire Jack Lang autorisant l'entrée de la publicité à l'école par la fenêtre tout en l'interdisant par la porte devrait, elle, être moralisée, c'est-à-dire, être abrogée. Ça commencerait à être un peu plus sérieux, surtout si l'Etat respectait la loi en faisant démonter les 40% de panneaux publicitaires illégaux, en interdisant la pub à la télé aux heures où les gosses la regardent. On pourrait développer l'inventaire, on trouverait d'autres tartuferies comme dans le cas de la fiscalité verte et de l'éco-taxation.

Comment en est-on arrivé là ?

D'abord par la compromission. Faisons un petit tour en arrière, jusqu'au 22 mars 2006, date de naissance d'Alliance pour la Planète, regroupement de 82 associations axées sur l'écologie et la solidarité. S'y est retrouvée aussi un syndicat, la CFDT, qui, dans les années 70, montait au créneau contre les "dégâts du progrès" et qui, aujourd'hui, caracole aux côtés du MEDEF.

Le but d'Alliance, au delà d'effets de gueule, résidait en fait dans un grand



élan de recherche du consensus, en une volonté ferme de réconcilier l'écologie, ou, de manière plus restrictive, l'environnement avec le capitalisme. C'était faire peu de cas de l'engagement affirmé par le nouveau prince et consorts médéiques de faire table rase du code du travail. Politique menant inmanquablement à une exploitation accrue des travailleurs:précarisation, allongement du temps de travail (pour gagner plus, paraît-il!), retraites de misère (c'est à cela que va servir la suppression des régimes spéciaux)... C'était oublier aussi que Sarkozy était le plus mal noté (8,5 sur 20) des candidats sur le Pacte de N.Hulot. Et tout à coup il devenait pour l'Alliance tout à fait fréquentable, "écologique-compatible". Mais c'était sans doute pour ce réseau l'expression d'un désir irrépressible d'assister à la grand-messe pour faire valoir que ses "solutions sont économiquement, socialement et démocratiquement les meilleures".

Dès lors, les associations et groupes écologistes les plus fermes sur les principes, les plus militants sur le terrain des luttes, se sont trouvés écartés des débats ou ont refusé d'y participer. Ce qui a donné naissance au contre-Grenelle de Lyon le 6 octobre (voir ACC n° 187, septembre 2007). En deuxième lieu, par le piège tendu, Sarkozy voulait absolument détacher le projet Grenelle de la politique, en faire un sujet d'échanges, de discussions totalement neutre, ne mettant pas en question la politique de croissance économique qu'exige le patronat, cause de la détérioration de l'environnement : effet de serre, pollutions... et des risques sanitaires. Le p'tit Nicolas voulait sa "révolution verte". Allié privilégié du MEDEF, ami des grands friqués du type Lagardère, Arnaud et autres Bolloré, il tenait par-dessus tout à ce que la dimension écologique ne vienne pas percuter la mise en oeuvre de sa politique ultra-libérale et anti-sociale. D'où sa référence au simple environnement. L'apparente prise de conscience par les industries des dégâts de la croissance qu'elles ne peuvent plus ignorer et qui nécessitent une réaction et des solutions, l'a conduit à considérer qu'il valait mieux caresser le poil des écologistes plutôt que de les heurter et agir sans eux. Il lui a suffi pour cela de les inviter à débattre, en les laissant croire qu'au bout de quatre mois les propositions qui seraient faites seraient prises en compte et traduites en décisions applicables.

Ou bien les pourfendeurs du développement - fût-il durable - acceptaient de s'asseoir à la table des discussions où l'on pourrait parler de tout, ou presque, certains sujets ayant été exclus, comme le nucléaire, et apporter ainsi leur caution aux futures décisions gouver-

nementales, hypothéquant largement leur prétendu rôle de contestation. Ou bien ils répondaient par une fin de non-recevoir et dès lors notre écolo en herbe avait beau jeu de prendre à témoin la société toute entière de sa bonne volonté d'ouverture, du refus de ses "invités", et donc d'être assuré de tirer les marrons du feu. Tel fut son calcul, telle fut sa tactique.

Et les faits ont révélé que cette dernière a parfaitement fonctionné, le piège s'est bien refermé. Sarkozy pouvait alors, sans scrupule aucun, deux jours avant son intervention de clôture du Grenelle, vendre une centrale nucléaire au Maroc, en même temps que les associations participantes, même en minorant pour certaines le bilan de l'opération, engageaient le mouvement écologique dans une "terrible régression" (Fabrice Nicolino).

Un "Munich de l'écologie" a pu dire Paul Ariès à propos de cet événement. Rappelons qu'en 1938, Daladier, rentrant de Munich, étonné de voir la foule l'accueillir au Bourget, avait chuchoté: "les cons, s'ils savaient!" Car lui savait que les accords de Munich, censés éloigner la guerre, entérinaient en fait les visées expansionnistes de Hitler. Sarkozy, ce monsieur qui s'octroie, par parlement interposé, 170% d'augmentation de salaire, aura réussi lui aussi à embrumer les esprits et faire son Munich de l'environnement, considérant qu'il a désormais les mains libres pour un traitement à minima, par l'application de mesurées - et encore faut-il tenir compte des "sauf" et des "si"- sur des maux qui ne cessent de dégrader ce même environnement. L'union sacrée est faite, en effet, autour du MEDEF, de la CGPME, forts satisfaits; des syndicats : un processus positif selon Chérèque; de C. Lepage (Modem et Cap 21), aux anges; du PS qui applaudit sans vergogne; de l'UE qui s'est trouvée comblée... Bref un "tous ensemble" que devraient méditer les mouvements sociaux !



Faut-il présenter d'autres éléments attestant de cette pantalonnade ? Pour cela il suffit de regarder quels en sont les véritables bénéficiaires. D'abord le MEDEF et plus précisément sa branche du bâtiment (Bouygues en tête) de par les nombreuses mesures qui vont affecter les constructions permettant ainsi un élargissement du marché; puis la FNSEA qui, par ses pressions, a réussi à empêcher que les dispositions mettant en cause ses pratiques agricoles soient retenues, le cas le plus édifiant étant celui des pesticides (voir en début d'article). Mais également bien d'autres secteurs comme celui des transports:terrestres, aériens ou maritimes. Surtout ne pas contrarier les échanges commerciaux et les profits connexes à ces secteurs! Quant au prix à payer pour les mesures correctrices envisagées dans le bâtiment, il n'est pas nécessaire d'avoir

fait Sciences Po. pour comprendre que les usagers seront les premiers à mettre la main au porte-monnaie, les entreprises ne cherchant que l'argent du beurre et faisant alors répercuter sur ces derniers les coûts indésirables. La crise du logement n'est pas près d'être résorbée!

Comment par ailleurs ne pas voir dans cette opération du Grenelle de l'Environnement le désir de faire oublier d'autres pratiques totalement à l'opposé comme cette "Mission pour la libération de la Croissance" confiée au transfuge du PS, J.Attali, à qui le président écolo a présenté l'objectif de cette commission : "recenser tous les obstacles à l'expansion qui devront être supprimés", dont une mesure phare proposée tient dans le retrait pur et simple du principe de précaution de la Constitution. Etonnant? Sûrement pas si l'on se réfère à la composition de ladite commission : sur les 42 membres, on compte 21 PDG ou représentants des milieux d'affaires, un ancien syndicaliste, mais personne de l'environnement. Prétendre s'attaquer aux effets néfastes de la croissance tout en voulant supprimer les obstacles à cette croissance est un défi à l'entendement. Et c'est une fourberie, le premier thème étant débattu dans une pièce et le second dans la salle à côté.

Écologie réparatrice ou écologie politique

L'expression "écologie réparatrice" est employée par Paul Ariès dans l'ouvrage **"Pour repolitiser l'Écologie"** rassemblant différents écrits du Contre Grenelle de l'Environnement qui s'est tenu à Lyon début octobre. Ce concept laisse entendre que pour "réparer" les dégâts causés, il suffit de s'en remettre à quelques mesures d'autant moins contraignantes pour les grands responsables qu'elles seront surtout orientées vers chaque citoyen, vers son comportement et ses pratiques, et vers des technologies à développer. Chaque individu est sollicité - culpabilisé? - pour maîtriser sa consommation énergétique, sa production de déchets... et, parallèlement, on développe de nouveaux marchés solvables grâce aux technologies de dépollution.

Cette notion d'écologie réparatrice n'est pas née des débats du Grenelle, elle résulte d'un travail qui les a précédés, impulsé par certaines multinationales, notamment celles finançant la Fondation Hulot, l'Etat et certaines ONG écolos prêtes à se laisser débaucher comme l'ont fait certains leaders du PS servant la soupe des ultra-libéraux. Une telle conception de l'écologie est une arme de propagande qui, avec son apparence de démocratie (débats) doit servir la cause d'une écologie de marché, prétendue être la seule en mesure de gérer rationnellement la crise et permettre ce que ses promoteurs appellent déjà "un capitalisme vert". En somme elle se résume à la formule *"polluer un peu moins pour pouvoir polluer plus longtemps"* (P.Ariès)

Car la problématique essentielle est bien celle du capitalisme, sous sa forme actuelle de libéralisme mondialisé. Le replâtrage, le rafistolage que les grands détenteurs des moyens de polluer: industriels, multinationales... veulent imposer comme solution à leur mise en cause de l'avenir de la planète sont à ranger dans le coffre aux arnaques. Il est absolument indispensable que les mouvements écologiques ayant récusé le Grenelle sarkozien se ressaisissent, se regroupent et posent enfin la seule alternative qui vaille pour enrayer le désastre qui s'annonce: le rejet du mythe capitaliste de la croissance. En ce sens il leur est indispensable de se rapprocher des mouvements sociaux et, pour les uns et les autres, de converger. La chose n'est pas d'emblée acquise. Les mouvements sociaux sont surtout porteurs de revendications déjà anciennes : travail, salaire, inégalités, partage des richesses, aujourd'hui précarité et pauvreté. Cela s'est traduit dans le passé par la croyance en la résolution de ces questions par le productivisme, tasse de thé de la droite, mais aussi comme on l'a vu depuis 1982 de la gauche. Or il apparaît nettement aujourd'hui que la poursuite du choix productiviste, orienté vers le profit immédiat et la rentabilité financière constitue une atteinte au travail considéré comme matière jetable (précarité, flexibilité, chômage) en même temps qu'il est une agression contre la nature dont on exploite en continu des ressources que l'on sait pourtant finies et que l'on prend pour une gigantesque poubelle apte à recevoir les déchets en tous genres, mettant ainsi en danger le fragile équilibre des éco-systèmes.

Le choix de la croissance à tout crin est totalement antagonique de l'impérieuse nécessité de préserver la planète. Qui veut assurer à l'heure actuelle un avenir possible aux générations futures ne peut que rejeter un tel choix. Et que les détracteurs ne viennent pas nous dire que décroissance est synonyme d'inégalités, de pauvreté accrues, ceux-là qui nous ont déjà fait le coup avec l'arme du nucléaire : en sortir ce serait retourner à la bougie... La décroissance n'est pas l'arrêt de tout développement, de toute production; comment cela se pourrait-il ? Elle est le gage du partage des richesses produites, de la solidarité, du respect de la nature.

A quant alors la levée en masse, un vrai "tous ensemble": travailleurs, chômeurs, éco-politiques, citoyens conscients, pour bousculer sérieusement ce système inique qu'est le capitalisme déshumanisé .

J.F.

Ont contribué à cet article :

- **"Pour repolitiser l'écologie"**, recueil de textes du Contre-Grenelle de l'Environnement, Parangon /Vs. - **"No Passaran"**, nov. 07, dossier "Pour un autre Grenelle de l'Environnement". - **"Courant Alternatif"**, n°174, nov.07. - **"Le Monde Libertaire"**, n° 1498 (8-14 nov. 07) article de Sami Chemin. - **Le Grenelle de l'environnement est un "Munich de l'écologie"**, texte de P.Ariès, 28 oct. 07. - Revue **"Sortir du Nucléaire"**, texte de F.Nicolino : *"Un Grenelle sinon rien"*.

Depuis de très nombreuses années, les éditos d'ACC et d'AL sont publiés dans les deux revues. Nous publions ci-dessous l'édito d' **"Alternative Libertaire"** n° 168 (décembre 2007). Depuis novembre dernier, **"Alternative Libertaire"** a changé de formule. Disponible par abonnement et en kiosque (ils sont plus nombreux à être desservis), **AL** coûte dorénavant 2 euros. Le tarif de l'abonnement est lui aussi en baisse : 20 euros pour un an.

Il faut dissoudre Al-Qaïda

À chaque conflit d'importance, on assiste au déchaînement moutonnier des journalistes favorables aux régressions sociales.

Cette année, le mot « blocage » aura fait florès. L'engouement pour ce mot sied bien aux démocrates-chrétiens paniqués par les « extrémismes », ces tenants du juste milieu toujours du côté du manche, et qui n'ont que le mot « négociation » à la bouche.

Non seulement il ne faudrait pas de blocage, mais il ne faudrait pas de rapport de force non plus. C'est vrai que rapport de force, ça fait un peu blocage. Nos commentateurs zélés exigent, pour une fois, le respect des promesses électorales. Il est vrai que lorsque les engagements sont pris en faveur des salarié-e-s, les mêmes commentateurs ne trouvent rien à redire à la trahison de la parole donnée.

Ainsi, les grèves ne seraient pas « démocratiques », parce qu'elles s'opposent au verdict des urnes : la lutte des classes devrait se dissoudre dans la démocratie parlementaire ! Comme les temps changent, et vite. Il y a peu, le Medef et la CFDT militaient pour que ce soit les « partenaires sociaux » qui fixent les règles sociales que la loi devait entériner ensuite.

On parlait alors de prédominance du contrat sur la loi. Maintenant on nous dit: c'est la loi et le résultat électoral qui doivent prévaloir. En réalité il n'y a qu'une constante: celle d'un patronat qui utilise, au mieux de ses intérêts, la loi et le contrat.

Hélas pour eux il y a cette fameuse « base » (Al-Qaïda en arabe) qui ne suit pas les consignes des bureaucraties syndicales. À qui la faute ? Aux manipulateurs d'extrême gauche !

La base ne serait qu'une masse de manœuvre pour les « extrémistes ».

La base serait par nature bovine, les dirigeants raisonnables et conciliants. Comment alors tolérer qu'elle prenne, en assemblée générale, des positions contraires aux évidences assénées à longeur d'éditoriaux et de propagande gouvernementale ?

Finalement, le pouvoir a toujours peur des travailleuses et des travailleurs. Et il a bien raison.

AL, le 27-11-2007-11

Quelques enseignements à tirer de la grève contre la 'réforme' des 'régimes spéciaux' de retraites

Un salariat divisé

A l'heure où cet article est rédigé (début décembre), les travailleurs qui se sont mis en grève le mois dernier contre la 'réforme' de leurs 'régimes spéciaux' de retraite n'ont sans doute pas dit leur dernier mot. En suspendant leur mouvement le temps des négociations, ils n'ont pas exclu de le reprendre au cas où ces dernières n'aboutiraient pas à satisfaire leurs revendications. Cependant, le seul fait qu'ils aient été amenés à faire ce choix au bout d'une dizaine de jours de lutte dit les limites que leur mouvement a rapidement rencontrées. Limites qui tiennent à différents facteurs qui se sont combinés et que seules les nécessités de l'analyse conduisent à exposer séparément.

Le premier et le principal d'entre eux est que cette lutte n'engageait qu'une petite partie du salariat, très isolée, sur des revendications qui pouvaient aisément passer pour corporatives. Il était sans doute très difficile sinon impossible de faire entendre que la défense par les cheminots, les gaziers, les électriciens, etc., de leurs 'régimes spéciaux' de retraite était légitime non seulement au regard des astreintes et contraintes particulières à ces professions mais encore au regard de la défense des intérêts de l'ensemble des salariés. Car il est évident que l'alignement de ces 'régimes spéciaux' sur le 'régime général', notamment quant à la durée de cotisation (40 ans) requise pour avoir droit à une pension de retraite à taux plein, est la condition nécessaire pour que le gouvernement engage prochainement, dès le printemps sans doute, le processus conduisant à une nouvelle dégradation à terme des droits à pen-

sion de l'ensemble des salariés, en particulier sous la forme d'un nouvel allongement de la durée de cotisation pour tous (à 41 ans voire 42 ans). Mais, précisément, dans la mesure où ces travailleurs étaient les seuls salariés à bénéficier encore d'une durée de cotisations réduite à 37,5 ans, défendre leur statut apparaissait comme la défense d'un privilège que rien ne justifiait plus, sinon la particularisme corporatiste. En ce sens, si leur mouvement doit finalement se solder par une défaite, cette défaite était inscrite dans l'horizon de celles précédemment enregistrées en 1993 (lors de la 'réforme' du régime général) et en 2003 (lors de la réforme des régimes des fonctionnaires). L'ensemble de la séquence montre une fois de plus l'efficacité de la tactique consistant à diviser les forces de l'ennemi pour mieux le vaincre : la bourgeoisie, par gouvernements interposés, aura su imposer sa volonté au salariat en ayant bien soin de ne pas l'affronter en bloc mais de le scinder par morceaux pour soumettre ceux-ci un à un. Quant au salariat, il aura payé dans cette affaire comme dans tant d'autres le prix de ses divisions statutaires et catégorielles. Y compris lorsque cela a pu faire croire, en particulier aux cheminots, qu'ils disposaient du pouvoir de faire plier à eux seuls le gouvernement, illusionnés en cela par le souvenir de quelques précédents mouvements de grève (ceux de 1988 et 1995 notamment).

La force de frappe médiatique

Le fait que les travailleurs en lutte étaient isolés au sein du salariat n'était pas la seule raison pour laquelle le rapport de force était favorable au gouvernement et, à travers lui, à la bourgeoisie. A ce premier facteur négatif s'en est ajouté un deuxième tout aussi important. Ce n'est sans doute pas d'aujourd'hui que la bourgeoisie dispose, avec l'appareil médiatique, d'une force de frappe idéologique capable de saturer l'espace public de discours de légitimation de ses intérêts et des politiques qui les défendent et de délégitimation de toutes les oppositions, théoriques ou pratiques, à ces intérêts et à ces politiques. Mais il faut reconnaître que cette force de frappe s'est considérablement accrue au cours des dernières années, d'une part, sous l'emprise grandissante de quelques grands groupes industrialo-financiers sur les médias français, avec le renforcement que cela a permis du contrôle des lignes éditoriales des rédactions; d'autre part, sous l'effet de

la diffusion parmi les journalistes de l'idéologie néolibérale. Si bien que, plus que jamais, l'immense majorité de ces derniers constitue une meute de chiens de garde prêts à japper aux basses des grévistes en les accusant d'être des saboteurs de « l'économie de marché », autrement dit du processus d'exploitation et de domination du travail par le capital. Et ce que nous avons entendu pendant quelques jours sur le thème de ces « terroristes » de grévistes « prenant en otage » les pauvres usagers des transports en commun légitime parfaitement l'image précédente de chiens de garde !

Le poison néolibéral

Cela dit, si les journalistes étaient les seuls dont l'esprit ait été infesté par l'idéologie néolibérale et, plus généralement, par tout le discours sur la nécessité de se soumettre à toutes les contraintes de « l'économie de marché », présentée comme un ordre social naturel et donc indépassable, leurs jappements rageurs n'auraient eu que peu d'effets. Si le matraquage médiatique a pu contribuer à isoler les grévistes du gros du salariat, en empêchant celui-ci de se reconnaître dans la lutte des précédents, c'est que le poison néolibéral a aussi pénétré, insidieusement, le long de ces dernières années, dans l'esprit d'un grand nombre de salariés. Et pas seulement parce qu'ils ont été soumis, tout au long de ces années, dans l'ordinaire des jours - et pas seulement lorsque cet ordinaire est heureusement troublé par quelques mouvements de grève - au rouleau compresseur médiatique, déversant à longueur de journées son discours de résignation et de divertissement. Ce qui a pu provoquer chez un nombre grandissant de salariés ce consentement passif à leur propre exploitation et domination, c'est d'une part la dégradation continue de la situation économique et sociale qui, avec le développement du chômage, de la précarité, de l'exclusion, avec la paupérisation liée à l'austérité salariale, avec la remise en cause d'un nombre grandissant de postes de travail, de qualifications et de compétences professionnelles, avec la réduction des perspectives d'ascension sociale pour soi ou pour les siens, etc., a installé l'insécurité et la crainte, mais aussi le désespoir et la rage impuissante au cœur de leur existence et de leur vécu, plus souvent générateurs de résignation que de révolte. Tout cela n'a pas été étranger au fait que Sarkozy ait pu être élu au printemps dernier avec les voix d'une



partie du salariat, y compris populaire. A quoi s'est ajouté aussi, d'autre part, l'expérience de la longue suite des espoirs politiques déçus, des défaites subies, des trahisons enregistrées tout au long du dernier quart de siècle, non moins propice au découragement que la triste mais implacable nécessité dont «l'économie de marché» fait le lot quotidien de la grande masse des salariés.

Thibault pire que Chérèque

La dernière séquence nous en a d'ailleurs fourni une nouvelle et brillante illustration. Car, si le capital dispose avec la corporation des journalistes d'une meute de chiens de garde à ses bottes, qu'elle lèche volontiers, il dispose aussi avec les directions des principales organisations syndicales d'une bande de traîtres à leur solde¹ qui ne travaillent pas moins efficacement à préserver ses intérêts que les roquets journalistiques précédents. Si ces derniers doivent donner de la voix pour remplir leur fonction, c'est au contraire dans la discrétion des manœuvres de coulisse que les leaders syndicaux doivent opérer; et qu'ils ont opéré une nouvelle fois, pour tenter de désamorcer le conflit avant qu'il n'éclate et pour l'enrayer et le dévoyer au plus vite après qu'il eut éclaté. Le pompon revient ici incontestablement au leader de la CGT : si le camarade Thorez est resté dans l'Histoire pour avoir déclaré (entre autres saloperies) qu'il faut savoir terminer une grève, ne doutons pas que le camarade Thibault va entrer dans l'Histoire pour avoir osé déclarer qu'il faut savoir ne pas commencer une grève ! Dans l'ordre de la collaboration de classes, Thibault fait mieux (ou plutôt : pire !) que son compère Chérèque en 2003 : au moins ce dernier avait-il tiré dans le dos des grévistes au plus fort de la mobilisation. Le lâche Thibault n'aura pas hésité à distiller son venin la veille du déclenchement de la grève. Mais l'un et l'autre se sont bien entendus, une fois de plus, pour ramener les grévistes au bercail, après leur avoir fait battre la semelle sur le pavé, pendant qu'eux couraient à la table des négociations. C'est que l'ensemble des directions syndicales, à l'exception notable de celle de SUD, s'était déjà résigné à entériner la 'réforme' gouvernementale et entendaient tout au plus en négocier les modalités d'application.

La responsabilité de ces directions syndicales dans cette affaire se mesure notamment au fait qu'il leur appartenait, en principe, de créer les conditions d'une amélioration du rapport de forces, a priori défavorable, comme nous l'avons vu. Et que, surtout, certaines de ces conditions leur étaient offertes ou étaient, du moins, à portée de mains. Car, alors même que la grève débutait à la SNCF, à la RATP, etc., une journée de grève na-

Lettre du Syndicat CGT de Peugeot Mulhouse à Bernard THIBAUT, Secrétaire Général de la CGT

Cher Camarade,

Nous n'avons pas du tout apprécié ta proposition au gouvernement de négocier les retraites des régimes spéciaux, régime par régime ou entreprise par entreprise.

Quand on engage un combat comme toute la CGT l'a engagé pour la défense des régimes spéciaux de retraite et que ce combat a des conséquences pour la protection du régime général que Sarkozy veut remettre en cause en 2008, on se donne les moyens de le gagner et on ne divise pas les travailleurs en lutte dès la première minute comme tu l'as fait.

Quand la grève est massivement suivie comme à la SNCF, la RATP ou à l'EDF, on essaie d'abord de créer et de renforcer le rapport de force et pas d'affaiblir ses propres troupes en les divisant avant de négocier sur le terrain de l'adversaire.

Ton attitude nous rappelle malheureusement celle de la CFDT en 1995. On sait ce qu'il en a résulté ! Nous peinons tous les jours à gagner la confiance des travailleurs dans le syndicalisme et la CGT. Tu viens de démolir, par ton intervention, des efforts de mois et d'années.

Nous essayons, bien souvent à contre courant, de lutter contre les préjugés sur les fonctionnaires et de militer pour la solidarité et la convergence des luttes du privé et du public pour un retour à 37,5 annuités. Tu viens de saboter cet effort.

Nous espérons que les grévistes de la SNCF, de la RATP et de EDF, que les militants CGT de ces secteurs auront la force de continuer et de gagner malgré toi et nous leur envoyons toute notre solidarité dans leur combat.

Mulhouse, le 16 novembre 2007,

Le syndicat CGT de Peugeot Mulhouse

tionale dans la fonction publique, contre la stagnation du pouvoir d'achat, la dégradation des conditions de travail du fait de la baisse des effectifs, la casse des services publics, se préparait, et allait être très suivie. Tandis que la fronde étudiante contre la loi «Liberté et responsabilités des universités», signant l'arrêt de mort du peu qui reste de l'Université, grandissait dans les universités et que le monde judiciaire, pourtant d'ordinaire si peu disposé à descendre dans la rue, s'agitait lui aussi. Il était de la responsabilité des organisations syndicales, sans même parler des partis de gauche, de travailler à fédérer ses différents mouvements autour d'objectifs

communs: à transformer cet ensemble de mouvements en un mouvement d'ensemble qui aurait sans doute pu faire reculer le gouvernement. Non seulement rien de tel n'a été fait ni même seulement tenté, mais tout a été fait là encore pour enfermer chaque mouvement en lui-même: l'organisation même de la grève du 20 novembre dans la fonction publique en est un exemple. Espérons que de pareilles manœuvres auront du moins contribué à faire prendre conscience à une partie de la base, salariale et syndicale, de la nocivité des directions syndicales actuelles.

SARKOZY PROPOSE SON EXPÉRIENCE À THIBAUT



Nos faiblesses

Mais, là encore, il faut savoir balayer devant sa propre porte. Comme celle de nos vrais ennemis, la force de nos faux amis est essentiellement faite de nos faiblesses. Si les organisations syndicales ont su si facilement, une fois de plus, dévoyer un mouvement d'opposition aux effets les plus immédiats et les plus intolérables de la politique gouvernementale et des intérêts de classe qu'elle défend, c'est que nous n'avons pas été capables d'intervenir dans ce mouvement pour le renforcer et le radicaliser. Nous ? Tous ceux qui se revendiquent d'une perspective anticapitaliste ou, tout simplement, antilibérale. C'est

le moment de dénoncer le silence assourdissant, au cours des dernières semaines, de toutes les officines qui, de LO et de LCR jusqu'aux Verts en passant par les Alternatifs, le PC et les comités antilibéraux issus de la campagne référendaire de 2005, se sont pourtant beaucoup agitées au cours du printemps dernier. Que ne les a-t-on vu et entendu cette fois-ci ? Sans doute la fatigue et la désillusion de la campagne électorale les auront-elles privées d'une partie de leurs forces militantes. A moins que, décidément, seul le terrain électoral leur paraisse encore digne d'intérêt et qu'elles soient déjà tout entières investies et (im)mobilisées par la préparation des prochaines élections municipales.

Mais c'est aussi le moment, en dernier lieu, de souligner le cruel manque actuel de toute perspective politique alternative au néolibéralisme et, plus encore, encore au capitalisme dans ses formes contemporaines. Sans un projet politique rendant intelligibles et crédibles la nécessité et la possibilité d'une autre société, d'une autre orientation et organisation des rapports entre les hommes et la nature ainsi que des hommes entre eux, sans un programme politique traduisant ce projet en un ensemble de revendications immédiates, sans des organisations et des mouvements sociaux capables d'animer des débats au sein desquels ce projet et ce programme s'élaborent dans et par la discussion collective et capables d'intervenir dans des luttes ou d'animer des luttes pour faire aboutir ces revendications, les luttes existantes continueront au mieux à être défensives et se condamneront aussi, de ce fait, à être la plupart du temps défaites.

Pour terminer malgré tout sur une (toute petite) note optimiste, remarquons que, si la lutte contre la 'réforme' des 'régimes spéciaux' échoue finalement, cette défaite créera une situation dans laquelle toute nouvelle atteinte à l'assurance vieillesse passera dès lors par un affrontement avec l'ensemble du salariat : en mettant fin aux divisions catégorielles, en nivelant la situation du salariat par le bas, du moins le gouvernement aura-t-il travaillé à reconstituer les conditions de l'unité de ce dernier. On peut en dire autant à propos de la dégradation générale du pouvoir d'achat des salariés, quels que soient leurs statuts, qui (re)crée également les conditions d'un possible «tous ensemble». A nous de savoir nous en servir dans les prochains temps.

¹ Cf. ce que nous ont appris à ce sujet les récentes révélations sur le financement des organisations syndicales par les organismes patronaux (en l'occurrence l'UIMM) en marge de l'affaire Gautier-Sauvagnac.

Sous-traitance et précarité

Les faits connus - beaucoup sont masqués ou tus - témoignent que les deux termes sont inséparables. Et quand le recours à la délégation d'activité d'une entreprise "mère" à des filiales sous-traitantes procède de la cascade - ce qui est notamment le cas sur les chantiers navals: cf. St- Nazaire - une telle pratique aboutit sur le plan social à un recul de plus d'un siècle, débouchant sur une exploitation éhontée des travailleurs, surtout quand ils sont étrangers: horaires démesurés, salaires de misère, absence de couverture sociale...

Les deux cas de sous-traitance qui suivent nous ont été signalés par un lecteur. Ils n'atteignent pas par leur intensité ce qui se passe dans les chantiers navals, mais ils n'en demeurent pas moins une caractéristique propre au capitalisme mondialisé qui a trouvé dans la sous-traitance une formule lui permettant l'extraction d'un maximum de plus-value pour des coûts de production de plus en plus réduits, ce qui est son objectif premier. Il s'ensuit un morcellement de la production, une pérennité aléatoire des unités de fabrication, un avenir en pointillé des salariés.

Cas d'une entreprise ancienne à Longwy

A l'époque de Napoléon, dans un village en périphérie du bassin de Longwy, une entreprise tissait des toiles. Puis, avec l'évolution, elle s'est reconvertie avec succès dans la confection de sièges automobiles. Mais le lieu de fabrication en bordure de rivière n'est pas modifiable et les processus de fabrication en sont moins adaptables en cas de modernisation nécessitée par la concurrence qui pousse à l'accroissement de la productivité.

Un grand constructeur automobile, client principal, ne reconduit pas ses commandes pour de nouveaux modèles, malgré une marchandise irréprochable, pour éviter que ce fournisseur prenne une place trop importante, préférant diversifier ses sources d'approvisionnement, afin de ne pas être fragilisé en cas de difficulté.

Le transport se faisait par rail, le chargement se faisant sur place, puis il a été effectué par camions. Une partie du personnel a été incitée à partir avec des primes de départ volontaire, ou avec des formations de reconversion. Seul un créneau très spécialisé a pu être conservé avec seulement les appuie-tête à incorporer sur les sièges maintenant fabriqués par d'autres. Il a fallu déménager dans des locaux loués sur la zone du "pôle européen", équipés à l'avance, et une centaine de travailleurs seulement, sans perspective de pérennité de l'entreprise, ont été gardés.

Une partie du nouveau bâtiment est concédée à un sous-sous-traitant qui se charge uniquement de l'expédition sur chariot spécial des pièces disposées exactement dans l'ordre pour s'intégrer dans la chaîne de montage du fabricant d'autos donneur d'ordre, le tout en flux tendu, sans stock. Une autre partie du bâtiment a été réservé à un autre sous-sous-traitant ne faisant que découper à dimension les tiges de métal servant d'armature aux appuie-tête, tiges que des camions polonais viennent livrer.

Ainsi le processus de production est morcelé à l'extrême, et donc fragilisé : toute anomalie, tout retard mettent en péril l'ensemble. Quant au devenir des salariés, il est très incertain dans un tel contexte.

Cas d'une entreprise récente, toujours à Longwy

Une entreprise de mécanique voit le jour sur le "pôle européen" de Longwy qui regroupe des entreprises aidées. Elle y installe des machines d'ajustage automatiques et de dimension rares dans la région.

Un éventail diversifié de produits permettait une certaine stabilité des commandes avec un personnel expérimenté et qualifié, ce qui constituait une garantie de haute qualité. Un gros client local fabriquant des pièces de moteur en sous-traitance pour une grande marque automobile laisse une grosse ardoise payée. Entre temps, l'entreprise de mécanique du départ s'était combinée en plusieurs sociétés actives dans plusieurs pays, tout en fonctionnant en 3x8 heures. La solution choisie face à cette perte financière grave a été de recentrer les activités sur les sites plus rentables et de fermer les locaux d'origine. Le personnel ancien, donc à plus fort coût salarial, n'a pas trouvé repreneur, et personne n'a voulu prendre le risque de s'endetter; le personnel s'est retrouvé sans activité. Les machines en parfait état de marche sont arrêtées, les installations ne trouvent pas d'acquéreur.

Parmi les entreprises qui contractent des commandes sur un même marché, c'est celle qui est la plus dépendante au plan financier qui se trouve la plus vulnérable, et, en fin de compte, c'est toujours le salarié qui est sacrifié au redressement de l'entreprise, laquelle conserve son potentiel de plus-value. C'est ainsi que la logique financière fait fluctuer l'offre, la demande et la solvabilité, détruit des outils de production et supprime des emplois, même quand l'installation est performante et viable.

Dans notre numéro 186 (Août 2007) nous avons publié une analyse sur le rapport Darcos (mars 2007, Darcos n'était pas encore ministre de l'Education Nationale) qui prévoyait déjà "l'autonomie" des établissements du secondaire. Une formidable régression qui se précise.

Bientôt l'autonomie des collèges et des lycées ?

La loi «Libertés et Responsabilités des Universités» (LRU), votée le 10 août 2007, sous couvert de conférer la sacrosainte Autonomie aux Universités, prépare en réalité le démantèlement du service public d'enseignement supérieur. On sait l'ampleur du mouvement qu'elle a suscité et qui réclame son abrogation.

Pendant ce temps, une commission se réunit dans les salons dorés de la République : la commission Pochard. Que prépare-t-elle ? Rien de moins que l'«autonomie» des établissements scolaires.

Officiellement, la commission est chargée de réfléchir sur le métier d'enseignant. Plus exactement, dans la lettre de mission envoyée le 20 septembre 2007 à Marcel Pochard, Conseiller d'Etat, Xavier Darcos explique :

«Le Président de la République et le Premier Ministre m'ont demandé, dans la lettre de mission qu'ils m'ont adressée, de mener le chantier de la redéfinition de la condition enseignante et d'entreprendre une large concertation avec l'ensemble des acteurs de la communauté éducative et notamment, des représentants du monde enseignant. Ce processus, qui doit s'achever au printemps, se déroulera en deux temps : l'élaboration d'un état des lieux argumenté, sous formes d'un Livre Vert, puis celui de la proposition du gouvernement et de la négociation, sur le fondement d'un Livre Blanc».

Mis à part les talents chromatiques cachés de Xavier Darcos, avouons que cela ne nous apprend pas grand-chose. Pour en savoir plus, mieux vaut directement lire la lettre de mission envoyée le 5 juillet 2007 par Nicolas Sarkozy et François Fillon à Xavier Darcos. Nous allons voir qu'elle suit une logique en tous points identiques à celle mise en œuvre pour la LRU. Tout d'abord les deux premiers paragraphes sont com-

muns à toutes les lettres de missions destinées aux différents ministres, y compris à Valérie Pécresse. Le résultat de l'élection présidentielle y est en quelque sorte présenté comme un référendum anticipé sur toutes les réformes présentes et à venir. Ensuite, le constat est semblable : l'échec en licence est remplacé par «les 20 % des élèves [qui] sortent du système scolaire sans qualification». Dans les deux lettres, une prétendue «bataille mondiale de l'intelligence» risquerait d'être perdue si tant pour nos établissements scolaires que pour nos Universités, l'objectif de gagner des places dans les tout puissants «classements internationaux» n'était pas rempli. Enfin, quelques citations nous montrent que les modalités sont les mêmes :

- autonomie: «vous donnerez d'abord à tous les établissements plus de souplesse et d'autonomie, en particulier dans le domaine budgétaire, pour leur permettre de mettre en œuvre, sous le contrôle bien sûr de l'autorité académique, un projet pédagogique qui leur soit propre»- «orientation active et mission d'insertion professionnelle : nous estimons que tous les élèves, dès la classe de cinquième, devraient suivre un parcours de découverte des différents métiers. Ce sera le rôle d'un nouveau service public de l'orientation, que vous mettez en place, que d'organiser ce parcours et de donner à chaque famille et à chaque élève des informations pertinentes, fondées sur des évaluations précises et publiques, sur les différentes filières de l'enseignement supérieur et de l'enseignement technique et professionnel. La réussite scolaire, c'est que chaque enfant puisse s'orienter dans une voie qui corresponde à ses projets personnels, à ses talents, aux besoins du marché du travail»

- chantage de l'évaluation: «Vous garantirez la liberté pédagogique des enseignants, en contrepartie de quoi vous les évaluez plus régulièrement sur la base des progrès et des résultats de leurs élèves.» «une évaluation régulière des enseignants sur la base des progrès et des résultats de leurs élèves, et non pas sur les méthodes qu'ils utilisent», «une évaluation en profondeur des établissements, qui sera disponible pour les familles ; enfin, une évaluation indépendante et régulière de l'ensemble de notre système éducatif, afin que l'autorité politique puisse en permanence prendre les décisions nécessaires pour garantir la qualité de l'école et

sa capacité à répondre aux obligations et aux attentes du monde contemporain»

- mise à mort des concours nationaux (CAPES, AGREG) et des statuts associés : «La formation des enseignants devra durer cinq ans et sera reconnue par un diplôme de niveau master»

- employer moins d'enseignants pour (peut-être) les payer plus, en individualisant les carrières: «Nous voulons également que la rémunération des enseignants corresponde mieux à l'importance de leur rôle pour la nation, à court terme en permettant aux enseignants qu'ils veulent travailler plus pour gagner plus de le faire, à moyen terme en conciliant mieux l'évolution des effectifs et l'évolution des rémunérations. Nous souhaitons que le mérite soit reconnu, tant au niveau individuel que collectif. C'est possible tout en étant objectif. Il nous semble naturel que chaque enseignant puisse maîtriser, par son travail, l'évolution de sa carrière et de ses revenus en s'investissant comme il le souhaite dans son métier principal et dans des activités complémentaires. Les obligations de service des enseignants devront tenir compte de cette nouvelle liberté qui leur est offerte.», «l'engagement présidentiel d'embaucher un fonctionnaire pour deux partant à la retraite»

Il y a aussi des mesures plus spécifiques à l'enseignement scolaire, par exemple une sorte d'«enseigner moins pour apprendre plus» : le projet «pose la question de l'ampleur actuelle des programmes scolaires et de la surcharge horaire imposée aux enfants, dont les journées de travail sont parfois plus longues que celles de leurs parents. De fait, les enfants français ont des emplois du temps plus lourds que leurs homologues étrangers sans que cela se traduise par un niveau scolaire général sensiblement supérieur. Vous ouvrirez donc une réflexion sur la manière de réduire le volume horaire imposé aux enfants tout en valorisant les activités collectives et d'ouverture, et sans renoncer à nos exigences essentielles»

Pour être honnête, reconnaissons que les membres de la commission peuvent avoir d'autres idées. Qui sont-ils ? Parmi eux, on trouve, entre autres, un ancien premier ministre d'une autre majorité, deux professeurs de l'Enseignement Supérieur et deux directeurs de recherche. Comme membre de l'Education Nationale, seul un inspecteur général est présent ; c'est normal, pour demander leur avis aux professeurs, la grande concertation suffira... En revanche siègent



deux éminents experts: Foucauld Lestienne, directeur délégué des ressources humaines et des relations sociales du groupe La Poste, et Philippe Manière, directeur général de l'Institut Montaigne, présentateur de l'émission «les grands débats du mardi» sur B.F.M., éditorialiste au mensuel «Enjeux-Les Echos».

Justement, l'Institut Montaigne, qui se définit comme un «think tank indépendant», a publié en novembre 2001 un rapport intitulé «Vers des établissements scolaires autonomes», disponible sur internet. On peut y lire:

«Nous proposons de donner aux établissements publics ou privés, qui en feront la demande, les moyens de la plus large autonomie possible sans que pour autant l'éducation cesse d'être nationale:

- Que soit reconnue au chef d'établissement la possibilité d'orienter la politique de son école - dans le cadre du projet d'établissement - et d'avoir une réelle capacité de choix pour organiser les enseignements.

- Que l'enseignant puisse faire le choix de l'établissement auquel il souhaite collaborer en fonction des orientations pédagogiques de celui-ci.

- Qu'il y ait entre le chef d'établissement et l'enseignant un acte de cooptation et d'embauche, rompant avec la routine aveugle des carrières au barème.

- Que, dans un monde complexe et mouvant, l'initiative laissée aux établissements offre aux élèves une diversité de formations.» ou encore:

- «Donner aux chefs d'établissement la possibilité de recruter leurs collaborateurs après appel de candidature ou candidatures spontanées, dans la mesure où les candidats sont habilités.

- Donner aux enseignants, d'abord mus par le goût de transmettre une culture, la possibilité de recevoir en des lieux divers une formation permanente qualifiante.

- Donner à des personnes compétentes engagées dans d'autres professions la possibilité d'être habilitées à enseigner.

- Accorder aux établissements une totale autonomie financière, en particulier dans la gestion de la masse salariale.

- Constituer des conseils d'administration et conseils stratégiques qui assistent la direction dans sa tâche et lient l'école à son environnement social, économique et culturel.

- Introduire dans les établissements une culture de l'évaluation et de la transparence.»

On voit que la LRU et la future réforme des établissements scolaires s'inscrivent dans la même logique: appliquer des recettes managériales en déréglementant le «marché du travail» des personnels, préparer le désengagement de l'Etat et mettre en concurrence les établissements.

N'attendons pas les conclusions de la commission Pochard ! Dès maintenant, appelons nos collègues de l'enseignement scolaire et leurs organisations à rejoindre le mouvement contre la LRU !

Frédéric Caupin

Maître de Conférences à l'Ecole Normale

Construire un front de résistance

Contre leur volonté de «défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance»

Denis Kessler est un homme du pouvoir. Ancien numéro 2 du Medef aujourd'hui président du groupe Scor (un des plus grands groupes mondiaux de réassurance), membre du Conseil économique et social, de la Commission des comptes de la nation, il exerce plusieurs mandats d'administrateur, notamment au sein de BNP Paribas, Bolloré Investissement, Dassault Aviation... Il sévit en outre depuis peu en tant qu'éditorialiste dans le magazine économique Challenges. Voici ce qu'il y a écrit le 4 octobre, avec le parfait cynisme des «grands» de ce monde :

« Le modèle social français est le pur produit du Conseil National de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie.

Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme... (...) La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de la Résistance.

Ce compromis (entre les communistes et les gaullistes) forgé dans une période très chaude et particulière de notre histoire contemporaine (où les chars russes étaient à deux étapes du Tour de France, comme aurait dit le Général), se traduit par la création des caisses de Sécurité sociale, le statut de la fonction publique, l'importance du secteur public productif et la consécration des grandes entreprises françaises qui viennent d'être nationalisées, le conventionnement du marché du travail, la représentativité syndicale, les régimes complémentaires de retraite, etc. Cette «architecture» singulière a tenu tant bien que mal pendant plus d'un demi-siècle. Il aura fallu attendre la chute du mur de Berlin, la quasi-disparition du parti communiste, la relégation de la CGT dans quelques places fortes, l'essoufflement asthmatique du Parti socialiste comme conditions nécessaires pour que l'on puisse envisager l'aggiornamento qui s'annonce. Mais cela ne suffisait pas. Il fallait aussi que le débat interne au sein du monde gaulliste soit tranché, et que ceux qui croyaient pouvoir continuer à rafistoler sans cesse un modèle usé, devenu inadapté, laissent place à une nouvelle génération d'entrepreneurs politiques et sociaux.»

Kessler rend ici un hommage – aussi éloquent qu'involontaire – au mouvement communiste et aux syndicats de classe, fers de lance de la lutte des travailleurs pour un progrès social qui a toujours été le « sous-produit » des combats des organisations révolutionnaires. Il souligne le lien entre leur défaite ou leur mutation et la régression sociale : dans sa course folle au profit maximum, le pouvoir du capital – et son gouvernement aux ordres – se sent désormais en position de détruire purement et simplement toutes les avancées sociales et démocratiques de l'après-guerre imposées contre les grands groupes capitalistes parrains du fascisme et du nazisme.

Retraites par répartition, Sécu solidaire, fonction publique au service des usagers mais aussi droit du travail, services publics, conventions collectives, droit de grève, durée du travail... tout doit disparaître !

C'est dire l'importance du recul de civilisation programmé et l'urgence de répondre à cette offensive de classe par la construction d'un front de résistance populaire dont le cœur se situe dans la mobilisation des travailleurs et la convergence des luttes (...)

Face à un pouvoir décidé à taper vite et fort, le temps est désormais compté : soit nous réussissons à avancer dans la convergence de luttes que tout rapproche (sans oublier les luttes contre la baisse des salaires, l'augmentation du temps de travail et les délocalisations, la chasse aux travailleurs dits immigrés...) soit le gouvernement vaincra des luttes morcelées et nous assisterons à la ruine des espérances formulées il y a un demi-siècle par le CNR. C'est pourquoi partout, dans les lieux de travail, dans les facs, avec et dans les syndicats, doivent se multiplier les discussions, les réunions et AG inter-pro pour faire grandir, à partir des revendications des travailleurs, l'exigence d'un « tous ensemble » durable contre la régression sociale généralisée et pour la satisfaction des besoins populaires, seul capable de stopper Sarko-Medef et le pouvoir du capital.

La Poste suisse aussi est en cours de privatisation (nous vous en avons déjà parlé dans le numéro 185, paru en juillet dernier). Les conséquences décrites ci-dessous montrent que sur certains points le processus est un peu plus avancé qu'en France. Cet article - et un autre qui le complète et que nous publierons dans notre prochain numéro - donnent une idée de l'ampleur des régressions imposées pour le personnel comme pour les usagers. Dictés par les mêmes exigences, le schéma suisse et le schéma français vont converger.

Pour ACC, comme pour beaucoup d'autres revues, l'enjeu est vital puisque la diffusion de la presse alternative est étroitement liée aux dispositions mises en place à la Libération. Inspirées par le programme du Conseil National de la Résistance, ces dispositions prévoyaient que la Poste devait contribuer à la liberté d'expression en assurant à bas coût la diffusion des bulletins, livres et revues non gagnés par la publicité.

Est-il besoin de préciser que les libéraux qui cassent sans scrupule le service public trouvent une jubilation supplémentaire à s'attaquer simultanément à la liberté d'expression ?... Nous vous en reparlerons dans un prochain numéro. Nous tenions simplement ici à rappeler à nos lecteurs que nous avons des raisons particulières d'empêcher le massacre programmé du service public postal. Puisse la publication de l'article ci-dessous contribuer à alerter pour ensuite permettre de mieux mobiliser.

Quand La Poste (suisse) sonne les facteurs

par Jean-Marie Gerber

Première étape du nouveau parcours que La Poste impose à ses salarié·e·s

Pour des millions d'usagers, La Poste a pris un nouveau look: les bureaux postaux se sont transformés en magasin informatique et kiosque fournissant des bonbons, de la papeterie, des billets de loterie et, évidemment, l'inévitable téléphone portable. Toute cette marchandise peut être examinée lors de l'attente minutée qui suit le retrait du ticket faisant de l'usager le numéro qui répondra au son et à l'inscription s'affichant sur le tableau lumineux. Le client observateur peut parfois saisir le stress des personnes, en majorité des femmes, travaillant au guichet. Leurs activités sont chronométrées: en moyenne, elles ne doivent pas consacrer plus de deux minutes par client, tout en étant «*fiable, aimable, unique*». Cela, en n'oubliant surtout pas de proposer, à la fin des opérations, le catalogue Ikea, le badge Pro Helvetia pour le 1er août ou encore un tribolo.

Le lien n'est pas toujours établi entre la réorganisation du travail que l'on aperçoit derrière les vitres des guichets et la gestion mercantilisée du comportement des clients ainsi que les «bonnes performances» de La Poste. Cette dernière, pour le premier semestre 2007, a annoncé un bénéfice de 507 millions de francs, une croissance de plus de 14 %.

Le rapport entre bénéfices et réorganisations du travail des autres employé·e·s de La Poste est, lui, très largement invisible pour l'ensemble des usagers. Nous allons ici illustrer l'intensification du travail des facteurs et des factrices et l'effort de propagande, dite de formation, effectué par la direction pour modeler un nouveau type de salarié.

Le facteur chronométré

mais en voie de conversion

L'organisation du travail d'un distributeur (facteur) dans une ville était schématiquement la suivante depuis le début des années 1990, suite à de nombreuses réorganisations.

Le travail du facteur est basé sur une tournée. La taille de cette dernière est calculée en fonction de «valeurs-temps» (qualifiées de «normes de performance») et cela à partir d'une moyenne qui inclut:

1°Le «volume temps» annuel moyen de lettres et d'envois particuliers (recommandés, actes de poursuite, mandats de paiement, etc.).

2°Le temps de parcours.

3°Le temps du tri et de préparation des tournées: matin et après-midi.

Pour ce qui a trait au temps de parcours, deux éléments sont pris en compte:

1°le temps de parcours qui intègre le temps moyen nécessaire au postier pour se rendre de l'office postal à la première «entrée» de sa tournée et de la dernière jusqu'à l'office postal;

2°le temps de parcours entre chaque «entrée». A cela s'ajoutent des temps spécifiques alloués à la distribution des envois. Explicitons cela. Pour un recommandé, la direction de La Poste estime qu'il faut en moyenne 33 secondes (plus six chiffres après la virgule !) pour le remettre. Par contre, lors de la tournée le temps dévolu à la distribution d'une simple lettre est fixé à 5,07 secondes.

Les activités d'un postier sont donc découpées en un certain nombre de tranches et chacune est soumise à un chronométrage tatillon, cela dans la meilleure tradition du taylorisme industriel. Pour saisir plus complètement le déroulement d'une tournée il faut encore préciser que 24 «comptages» par année sont effectués par le postier afin de dé-

terminer le «volume moyen» d'envois d'une tournée, et donc sa «taille». Donc, deux fois par mois, le postier doit compter l'ensemble des envois de sa tournée.

Pour ce faire, le premier comptage a lieu l'après-midi: il porte sur le comptage du courrier B qui est effectué lors du tri après le retour de la tournée. Le second intervient le lendemain matin lors du tri du courrier A. Tout cela serait trop simple, si «l'organisation scientifique du travail» n'exigeait pas, d'une part, le comptage spécifique des envois destinés aux cases postales dont la «valeur-temps» est différente, des lettres recommandées, des actes de poursuites et des envois réexpédiés. Cela peut paraître compliqué, mais par respect pour le lecteur, nous avons simplifié ici la description des opérations effectives imposées aux postiers. Il faut simplement ajouter qu'ils sont soumis à un contrôle hiérarchique aléatoire, mais régulier.

On retrouve ici toutes les caractéristiques d'un modèle idéal de travail prescrit, qui met le maximum de pression sur les salarié·e·s mais qui ne correspond pas à la réalité quotidienne. En un mot, la «tournée idéale» s'approche ou s'éloigne, quotidiennement, de la tournée réelle. Il va sans dire que, étant donné l'absence de toute organisation syndicale indépendante dans l'entreprise La Poste - et donc l'inexistence d'une intervention sur le lieu de travail -, le contenu des diverses «valeurs-temps» n'est pas remis en question, n'est même pas débattu.

Pour «adapter» le facteur à ces normes, «l'entreprise jaune», nous y reviendrons, opère de véritables campagnes de mise en condition de ce qu'elle ose appeler ses «collaborateurs». En effet, sous l'effet de la mécanisation-automatisation croissante, d'autres modalités de calculs contraints de l'activité du facteur sont en voie d'introduction.

L'époque du chef de groupe

Le «facteur-compteur bimensuel» doit avant tout distribuer le courrier. C'est ici qu'une vaste réorganisation est en cours. Pour en saisir les diverses facettes, il est nécessaire, dans un premier temps, de présenter l'organisation «type» de travail en vigueur avant les mutations initiées à la fin des années 1990.

Alors, dans une ville, le facteur est intégré dans un «groupe». A la tête est nommé un «chef de groupe». Traditionnellement, il s'agit d'un facteur plus âgé, plus expérimenté. Sa tournée est un peu «réduite» afin d'aider les membres de son groupe et, de plus, effectuer diverses tâches administratives. S'ajoute un «chef de groupe adjoint». Ces deux ont un salaire un peu plus élevé. Pour constituer le groupe, il faut y ajouter quatre à six titulaires et environ deux remplaçants. Ces derniers sont souvent jeunes; ils débutent leur «carrière postale» dans l'attente d'être titularisés suite au départ à la retraite d'un «ancien». Ces remplaçants assurent la distribution lors de vacances ou de maladies et accidents des titulaires.

Cette organisation du groupe et de ses activités – en voie de démantèlement – renvoie avec de forts accents, est-il besoin d'insister, au modèle de l'armée de milice helvétique. D'ailleurs, par le passé, la similitude était grande entre les grades et les insignes de l'armée et ceux en vigueur au sein des PTT.

La journée type du facteur

Le déroulement d'une journée «type» des membres du groupe peut être, pour faire court, décrite de la manière suivante.

Entrée en service à 6h00; de 6h00 à 7h00 tri de la tournée (courrier A) et préparation des recommandés, des actes de poursuite ainsi qu'éventuellement commande d'argent pour les mandats de paiement; 7h00 à 7h30 confection du courrier en liasses, ces dernières sont réparties dans des sacs qui seront ensuite déposés, à différents endroits, sur le parcours de la tournée par des chauffeurs de camionnettes; le facteur pourra ainsi se réapprovisionner en courrier dans ces «stations».

Après avoir inscrit les recommandés et pris l'argent nécessaire pour le versement de l'AVS par exemple, le départ sonne entre 7 h 45 et 8h00. La distribution en général s'effectue entre 8h00 et 11h30-midi. Une pause est accordée de 12h00 à 13h00 (évidemment des glissements d'horaires interviennent). Après 13h00 est effectué le tri du courrier B, le traitement du courrier à réexpédier (changements d'adresse, courrier à destinataire inconnu, etc.).

Le temps de travail quotidien formel, calculé à la minute près, correspond ra-

Le manuel du postier nouveau

Il porte pour titre, «**Ce qui nous motive – les multiples facettes de notre entreprise en bref**». Citons un des conseils :

«*Quand le facteur sonne deux fois. Pourquoi nos facteurs vendent-ils aussi des croquettes pour chien et des abonnements de journaux ? Nous rendons visite à Madame et Monsieur Tout-le-monde à leur domicile, jour après jour, année après année. C'est un avantage indéniable par rapport à nos concurrents. Nous devons tirer le meilleur parti possible de cet atout et nous positionner sur de nouveaux créneaux. Car plus la quantité écrite de lettres baisse, plus il est crucial pour nous de trouver de nouveaux débouchés, en explorant de nouvelles voies pour ainsi dégager de nouvelles recettes. De la sorte, nous parviendrons à maintenir l'emploi –et pas seulement dans le service de distribution. Avez-vous une idée qui pourrait nous permettre de trouver de nouveaux débouchés ? N'hésitez pas, annoncez-la à Posteidea !*»

rement au temps de travail effectif. Une opacité règne en la matière, qui peut être utilisée par la direction.

Il faut encore mentionner que le facteur travaille un samedi sur deux, jour durant lequel il trie sa propre tournée ainsi que celle de son collègue le plus proche, qualifié de «jumeau» dans le jargon des postiers. Le samedi, seul le courrier prioritaire («A») est distribué. Une fois la tournée propre et celle du «jumeau» accomplies, le travail du samedi prend fin.

L'apparition du «*teamleader*»

Selon un des slogans de la direction de La Poste – «*quand le vent du changement souffle*» – le procès de travail décrit est soumis à de profonds changements. Le segment de l'entreprise appelé Post-Mail (qui concerne les centres de tri et la distribution du courrier) doit répondre à des critères de rentabilité. Pour justifier une réorganisation et une intensification croissante du travail, la direction invoque un léger fléchissement du courrier, mais une croissance des tous-ménages, etc. Ces chiffres ne sont pas contrôlables par les salarié-e-s. La seule chose qu'ils connaissent: le volume, la charge et l'intensité du travail augmentent, cela d'autant plus que le rapport entre le volume des tâches et le nombre de facteurs se péjore (suppression de tournées).

L'objectif central de la réorganisation vise à faire correspondre la variabilité du volume quotidien de courrier à distribuer avec un personnel plus flexible, polyvalent et à statuts différenciés. En un mot, flexibiliser sur tous les plans: statuts, horaires de travail, salaires, etc.

La mesure du temps de travail va être encore plus serré, mais ses critères d'application vont changer. Nous allons ici en expliciter les premiers éléments.

Le changement de vocabulaire est aujourd'hui un élément clé de la gestion des «ressources humaines» à l'occasion de tournants tels que celui qu'opère La Poste. Le nouveau vocabulaire brouille les anciens repères, déconcerte une par-

tie des travailleurs les plus expérimentés, valorise certaines fonctions, camoufle la désorganisation des collectifs de travail et doit étouffer les éléments de conflictualité.

Dans une entreprise, de fait désyndicalisée, le vocabulaire participe à la redistribution de responsabilités et à une mise en concurrence de groupes face à d'autres groupes, sous le prétexte d'une efficacité «autogérée», dont le secret est la compétition entre individus au sein du groupe. C'est ainsi que le franglais s'impose comme la nouvelle langue du facteur.

L'ancien chef de groupe devient *teamleader*. Au préalable sa place est mise au concours, au nom d'une saine émulation. Chacun et chacune doit faire face aux «défis», le travail est un *challenge*. Des cours sur deux ou trois jours sont organisés pour les *teamleader* afin de valoriser leurs fonctions et de cultiver leurs mérites pour en faire de véritables chefs, sachant «manager leurs ressources humaines», leur *team*.

L'opération est complétée par un accroissement de tâches qui lui sont attribuées. Ainsi, celles que remplissaient des chefs de service ou des cadres sont transférées sur son cahier des charges. On peut citer l'entretien annuel d'évaluation des membres du *team*, les objectifs fixés au groupe, la planification des vacances, etc. Les entretiens sont appelés *focus* et ont pour but d'être «constructifs».

En reprenant le matériel distribué par la direction, le qualificatif «constructif» peut se résumer à une augmentation des tâches de chacun qui est placé sous la pression d'évaluation comportant des notes. Ces dernières se distribuent selon un éventail qui va du: «*satisfait partiellement aux exigences et aux objectifs de la fonction*» à «*dépasse largement les exigences et les objectifs de la fonction*». Cette notation aura, à coup sûr, un effet sur le salaire.

Voilà une première facette de transformations en cours, que nous exposerons dans un article à suivre.

Rencontres et lectures à contre courant

Vie et combat de M. Faas Hardegger

Margarethe Faas Hardegger (1882-1963) est née à Berne. Tout en menant des études de médecine elle organise des cercles de discussions et contribue à créer des syndicats. Elle devint secrétaire de l'Union Syndicale Suisse (USS) et fait paraître en 1906 l'organe de la Fédération suisse des ouvrières. Elle n'est pas du tout ancrée dans la mouvance des suffragettes. C'est une anarchiste militante, syndicaliste engagée prête à ne faire aucune concession à l'état bourgeois.

L'ouvrage comporte deux parties. La première offre un panorama biographique de la vie et de la lutte de Margarethe. La seconde tente de présenter une palette des préoccupations éditoriales de la revue L'Exploitée (version romane de l'organe de l'USS) mais surtout de la vie quotidienne des femmes dans la Suisse romande du début du XXI^{ème} siècle.

"Vie et combat de Margarethe Faas Hardegger" de Patrice Schindler. Editions du Monde libertaire. 12 euros.

La faim, la bagnole, le blé et nous

«Une dénonciation des biocarburants» : le sous-titre exprime clairement la thèse du nouveau livre de Fabrice Nicolino, qui vient de paraître. Pourtant, l'idée semblait sympathique : rouler au colza plutôt qu'au pétrole, n'était-ce pas éviter la crise climatique tout en donnant un nouveau débouché aux agriculteurs ?

Fabrice Nicolino montre avec brio qu'au contraire, les « biocarburants » sont réellement une catastrophe écologique. Le prix des produits agricoles de base explose, les rares forêts tropicales encore intactes sont en passe d'être dévastées et... la crise climatique est aggravée. Qui met en place une telle mystification ?

Une enquête brillante et un vrai plaisir de lecture. Fayard, 2007, 178 pages, 17 euros.

Les 110 ans de l'U.L. de la CGT du Havre

La vie syndicale havraise a pris forme avec la naissance de la première Bourse du Travail en 1898, adhérente à la CGT, et où toutes les grandes corporations ouvrières étaient représentées. Cette Bourse du Travail est fermée en mai 1901 par décision municipale. Il faudra attendre 1907 pour que les anarchistes havrais renouent avec un syndicalisme de masse réclamant une indépendance absolue vis-à-vis des partis politiques. **"Les 110 ans de l'union locale de la CGT du Havre"** est une brochure de Patrice Rannou qui retrace sur 130 pages les débuts du syndicalisme havrais avec ses épisodes les plus marquants, comme l'affaire Durand. 10 euros. Edité par le Groupe d'Etudes sociales du Havre et environs BP 411 76060 Le HAVRE cedex. Accessible sur <http://www.lilibertaire.org>

L'or africain

«Il n'est plus possible que des matières premières continuent à dormir, sous prétexte que leur exploitation bouleverserait le mode de vie de ceux qui ont la chance de vivre où elles se trouvent. Si des peuples, demeurés arriérés, ne peuvent ou ne veulent s'occuper de leur mise en valeur, d'autres peuples plus entreprenants viendront le faire à leur place de gré ou de force.» Ainsi parlait, en 1951, un ouvrage consacré aux ressources minières de la France et de ses colonies. Un demi-siècle plus tard, les «peuples entreprenants» - incarnés par une poignée de firmes occidentales soutenues par la Banque mondiale - ne se privent guère, en effet, d'exploiter l'or africain et de bouleverser le mode de vie des populations locales: cadences infernales, normes de sécurité inexistantes, mouvements syndicaux réprimés, pollution catastrophique, etc.

Ces firmes privées, tentaculaires, exploitent aujourd'hui 80% des gigantesques gisements africains. Liées à des trafiquants d'armes, à la famille Bush, à la CIA ou au lobby nucléaire, on les retrouve au Mali, au Ghana, en Tanzanie, en Afrique du Sud et jusque dans les régions en conflit - comme en République démocratique du Congo -, où elles soutiennent parfois des mouvements armés. Elles sont si puissantes que l'ONU renonce à les sanctionner. Leurs bénéficiaires sont rapatriés dans des paradis fiscaux, tandis que les pays africains riches en or ne cessent de s'appauvrir.

"Pillages, trafics et commerce international" de Gilles Labarthe avec François-Xavier Verschave, en coédition avec Agir Ici et Survie, paru aux Editions Agone Collection "Dossiers noirs" 224 pages, 12 euros ISBN : 978-2-7489-0075-0

Heidegger, le Berger du néant

Martin Heidegger fut recteur de l'université de Fribourg dès l'avènement des nazis au pouvoir. Idéologue de l'hitlérisme, il ne cessa d'exalter le destin *völkisch* du peuple allemand qualifié de « peuple métaphysique ». Ses disciples français ont non seulement dissimulé son appartenance au nazisme mais ont même osé le présenter ces dernières années comme un résistant au national-socialisme.

Les interventions des intellectuels heideggeriens méritent une critique capable de briser les fondements intellectuels des divers révisionnismes, négationnismes et autres banalisations de l'hitlérisme. On ne peut se passer pour cela d'un retour à l'œuvre fétiche de Heidegger : *Sein und Zeit*.

La duplicité philosophico-politique de cette pièce maîtresse est un appel souvent explicite, au nom de la « communauté de destin du peuple allemand » et de la dénonciation du cosmopolitisme « déraciné », à la *négation de l'être de l'autre*.

Derrière les images champêtres et bucoliques utilisées par Heidegger, se dissimule en fait un « Berger du néant » qui légitime l'introduction du nazisme dans la philosophie.

Les auteurs : Jean-Marie Brohm est professeur de sociologie à l'Université Montpellier III, directeur de publication de la revue *Prétentaine*. Roger Dadoun est philosophe, psychanalyste et professeur émérite de littérature comparée à l'Université Paris VII-Jussieu. Fabien Ollier est doctorant en philosophie, directeur de publication de la revue *Mortibus*.

"Heidegger, le Berger du néant" Critique d'une pensée politique 192 pages, 13 euros est paru aux Editions Homnisphères (Editions Homnisphères 21 rue Mademoiselle 75015 PARIS. Tél : 01 46 63 66 57 & Fax : 01 46 63 76 19 info@homonispheres.com site : www.homonispheres.com)

N'autre école

Le n°16 (automne 2007) de la revue de la Fédération CNT des travailleurs de l'éducation consacre son dossier aux "Travailleuses et travailleurs de l'éducation". Ce ne sont pas seulement les enseignants-e-s, amis toutes celles et ceux qui travaillent à l'école... et que l'école travaille ! Le statut de l'acte d'apprendre aux autres demeure ambigu : artisanat ? profession quasi libérale ?... A moins que l'accélération du processus de marchandisation ne finisse par prolétarianiser le corps enseignant !

Les chemins déblayés par les auteurs de la revue sont ceux du travail partagé, du collectif, du pédagogique, du social et du militant. Un numéro-outil pour que "ça travaille" entre les rouages...

"N'autre école" N° 16 4 euros. Abonnement 5 n° : 20 euros. CNT-FTE 33 rue des Vignoles 75020 PARIS. nautrecole@cnt-f.org

Article 23 : Les régimes spéciaux de retraite sont abolis.



**Cha-
pitre
XII**



Article 24 : Les parachutes dorés seront en or massif.



COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / G. DENEUX / J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT
M. MANSOUR / B. MARION / B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
- de SOUTIEN Euros
- Faibles ressources (selon possibilités)

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP
n° 0208 G 87630

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 2123
68060 MULHOUSE cedex



PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 20/12/2007

Sommaire

- Page 1 Edito : Les casseurs de vie récoltent la révolte
- Page 2 à 4 Naufrage écologique et social planétaire
- Page 5 à 7 L'esbroufe du Grenelle
- Page 7 Edito AL : Il faut dissoudre Al-Quaïda
- Page 8 à 10 Quelques enseignements de la grève
sur les régimes spéciaux
- Page 10 Sous-traitance et précarité
- Page 11 et 12 Bientôt l'autonomie des collègues
et des lycées ?
- Page 13 et 14 Quand la Poste (suisse) sonne
les facteurs
- Page 15 Rencontres et Lectures
- Page 16 Dédé illustre le code Parisot du travail

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : www.acontrecourant.info Cour-
riel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE